

International

HAÏTI : LA CONSCIENCE NOIRE DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

Pedro Duran

30/04/2024

Dans le cadre d'une série d'analyses sur la crise que traverse Haïti, d'une intensité qui met désormais en jeu la perpétuation même de cet État caribéen, Pedro Duran, qui a été consultant de l'ONU auprès du Premier ministre d'Haïti (2010-2013), revient sur la responsabilité de la communauté internationale dans les crises successives.

Pourquoi Haïti se trouve-t-il aujourd'hui dans une situation aussi dramatique ?

Le drame que vit Haïti actuellement a commencé avec la rébellion des esclaves de Saint-Domingue de 1791 à 1803 pour l'abolition et l'indépendance vis-à-vis de la France.

La France a contraint Haïti à payer une indemnisation annualisée jusqu'au milieu du XX^e siècle destinée aux anciens propriétaires d'esclaves s'estimant lésés. La « dette de l'indépendance » d'Haïti a été le résultat de l'accord économique et financier que la France l'a obligé à signer en 1825 pour obtenir son indépendance. La France s'engageait en effet à reconnaître l'indépendance et la souveraineté d'Haïti à condition que ce pays lui verse une indemnisation de 150 millions de francs or, pour compenser la perte de propriétés, plantations et esclaves, conséquence de la rébellion et de l'indépendance.

Cette dette a été réduite, en 1838, de 150 millions de francs or à 90, soit en valeur actualisée 21 milliards de dollars. De fait, si l'on tient compte des intérêts, Haïti aura finalement payé en 1947 environ 112 millions de francs or.

Pendant cent vingt-deux ans, cette dette aura altéré gravement le développement économique d'Haïti. Elle l'aura empêché de disposer des fonds nécessaires pour financer des infrastructures dans la santé, l'éducation, les transports ou les services publics, incapacité ayant rendu le pays ingouvernable.

La guerre froide

La révolution cubaine à moins de 200 kilomètres à l'ouest d'Haïti a commencé le 26 juillet 1953 avec l'assaut de la caserne Moncada. Ce processus achevé par la victoire de Fidel Castro et de son mouvement du 26 juillet a impacté Haïti et toute l'Amérique latine. Dans le contexte de la guerre froide, les États-Unis ne pouvaient permettre que Haïti soit touché par la contagion révolutionnaire cubaine. Ils ont alors exercé leur « influence » en appuyant la dictature anticomuniste des Duvalier, de 1964 à 1986. Ils ont agi de même en 1973 pour empêcher la transition démocratique vers le socialisme proposée au Chili par Salvador Allende.

Conséquence des crises politiques internes post-Duvalier, les Nations unies sont intervenues, en particulier en créant la Minustah (Mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti) le 1^{er} janvier 2004, opération de paix terminée le 15 octobre 2017. Des milliers de soldats ont été présents pendant treize ans pour contrôler la violence et stabiliser le pays.

Le tremblement de terre de 2010

Un tremblement de terre s'est produit la dernière année du mandat présidentiel de René Préval. Ses conséquences ont été tragiques, avec la mort de 200 000 personnes, la destruction de milliers d'habitations et de pratiquement tous les édifices publics, provoquant la paralysie de l'État.

Peu de temps après ce tremblement de terre, sous l'autorité du Premier ministre haïtien, Jean-Marc Bellerive, assisté d'experts internationaux, un plan de reconstruction a été rédigé. Programmé sur plusieurs années et budgétisé de façon détaillée, ce plan a été formellement adopté par les États-Unis et la communauté internationale, qui se sont engagés à le financer. Il prévoyait un engagement de 5 milliards de dollars pour les deux premières années, et ensuite 4 milliards pour les trois années suivantes. L'argent comptabilisé comme aide à la reconstruction a été redirigé, en pourcentage très significatif, vers des pays et institutions donateurs.

Il n'est resté environ que 1% seulement de la valeur totale à disposition de l'État haïtien. Comme déjà signalé, l'essentiel de cet argent a fini dans les mains des ONG et institutions intermédiaires des pays donateurs. Le Premier ministre de l'époque estimait à 2000 les ONG présentes à Haïti, sans savoir ce qu'elles y faisaient.

En dépit de l'urgence de ce drame humanitaire, conséquence du tremblement de terre, très vite la communauté internationale a pris la décision de prioriser « la démocratie », et non la reconstruction, et qu'il fallait donc organiser des élections présidentielle et législatives, sans

prendre en compte les conditions matérielles et institutionnelles qui, n'étant pas réunies, ne permettaient pas de faire des élections « démocratiques ». Deux ans après le tremblement de terre, 500 000 personnes vivaient dans des tentes installées sur des places et dans des lieux publics, sans eau ni nourriture.

On a ainsi détourné l'attention publique nationale et internationale de la reconstruction vers les campagnes électorales de différents candidats pendant plusieurs mois. Tout cela a retardé le versement des aides économiques promises, les donateurs étant dans l'attente de l'installation des nouvelles autorités.

Le candidat présidentiel Jude Célestin, appuyé par le camp politique du président sortant Préval, avait terminé deuxième au premier tour, le 28 novembre 2010, et accédait donc au second. Le candidat soutenu par les États-Unis, le chanteur Michel Martelly, était arrivé troisième et était donc exclu du deuxième tour. Saisie, l'Organisation des États américains (OEA) était intervenue sous couvert d'une commission internationale qui a révisé les résultats et proclamé l'accession de Martelly au deuxième tour. Martelly l'a emporté et a été élu président le 4 avril 2011. De la sorte, Haïti a été pendant plusieurs mois accaparé par cette élection « démocratique », présidentielle et parlementaire, qui a paralysé la reconstruction. La participation d'à peine 23% avait par ailleurs montré que la solution des problèmes ne passait pas par là. Il convient de rappeler, qui plus est, qu'en octobre 2010 le choléra a fait son apparition, une première en Haïti, introduit par des soldats népalais du contingent de la Minustah. L'épidémie avait provoqué en mars 2013 plus de 8000 morts et 850 000 malades.

Quatorze années après le tremblement de terre, la situation a empiré

Le tremblement de terre de 2010 a fait date dans l'histoire du pays. Il a mis en évidence les faiblesses de la communauté internationale. L'État haïtien a pratiquement disparu, alors que le rôle de la communauté internationale était à cet égard fondamental. Le président Préval, appuyé par les Nations unies et la Minustah, avait réussi à progresser en direction de la stabilisation économique et politique du pays, afin de surmonter la crise. Mais depuis, le pays est en situation d'instabilité politique et sociale, avec depuis 2011 quatorze Premiers ministres et huit présidents de la République. Aucun pays ne pourrait se développer avec une telle situation.

La solution des problèmes d'Haïti ne viendra pas seulement du désarmement de la délinquance armée et encore moins en mobilisant des militaires africains. Il est nécessaire que la communauté

internationale change ses modalités d'action face à cette crise comme face à toute autre. Concernant Haïti, il faut aider les Haïtiens à trouver leurs solutions, et non imposer vision et actions, ces méthodes ayant échoué. Au lieu de prioriser les armes, il convient de privilégier l'aide alimentaire, la création d'emplois, l'éducation et la santé publiques dans une première étape. Il faudra sans doute changer la Constitution pour passer d'un régime parlementaire à un présidentiel. Il faudra réserver un temps au renforcement de l'État afin de stabiliser le pays, pour attirer des investisseurs et développer l'économie. La République dominicaine et la France sont des acteurs importants, tout comme les autres acteurs progressistes et solidaires d'Amérique latine et du monde. Le peuple haïtien ne mérite pas le mépris de la communauté internationale. Il doit être écouté et soutenu comme ses homologues en voie de développement, en quête de travail, de création d'entreprises, d'éducation pour ses enfants, toutes choses figurant dans la Déclaration des droits humains de 1948.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)